

**Arrêté préfectoral n° 2025-1121 du 31 juillet 2025**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société BERNARDY  
exploitant une activité de produits chimiques  
sur le territoire de la commune de Thénieux, 12 route de Tours  
installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet Cher  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 515-98 et R. 515-71 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

**Vu** la décision 2022/2427 du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (MTD BREF WGC) ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 1999-1-49 du 19 mars 1999 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation de la société BERNARDY-CHIMIE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-DDCSPP-249 du 09 novembre 2016 portant prescriptions complémentaires à la nouvelle situation administrative et aux mesures de maîtrise des risques de l'établissement BERNARDY à Thénieux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-1071 du 22 juillet 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet chargé de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** les courriers adressés à l'exploitant par l'inspection des installations classées les 22 décembre 2022 et 4 avril 2024 concernant le réexamen IED de l'établissement au titre de la rubrique principale 3450 (BREF WGC) ;

**Vu** le courrier de demande de complément envoyé par l'inspection le 7 mars 2023 concernant les porter à connaissances des 11 mai et 20 octobre 2021 ainsi que des 3 mars et 14 décembre 2022 ;

**Vu** le plan d'opération internes (POI) dans sa version du 29 août 2022 ;

**Vu** l'étude de dangers dans sa version transmise par l'exploitant le 15 septembre 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 juin 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date 30 juin 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** le courrier envoyé en recommandé avec accusé réception n° 1A 210 616 7937 0 non réceptionné par société BERNARDY dont le siège social est situé à Harbonnières, est revenu en préfecture le 25 juillet 2025 ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite du 24 avril 2025, que l'étude de dangers transmise par courriel le 15 septembre 2022 ne comporte pas l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires concernant les risques liés aux modifications des conditions d'exploiter déjà effectuées sur le site notamment de l'absence de scénario concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents dossiers de porter à connaissances déposés depuis 2021; l'exploitant n'a pas satisfait au constat qui avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2023 ;

**Considérant** que ces lacunes ont été portées à la connaissance de l'exploitant à plusieurs reprises ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite du 24 avril 2025, que le POI du site n'a pas été mis à jour depuis plus de 2 ans, ne prenant donc en compte ni les modifications ayant eu lieu sur le site sur la période ni les modalités concernant les dispositions sur les prélèvements environnementaux prévues à compter du 1er janvier 2023 ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de mise à jour du POI ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.5.13 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite du 24 avril 2025, que l'exploitant n'a pas fourni le dossier de réexamen IED de son établissement (BREF principal WGC), alors que la décision concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WGC a été publiée le 6 décembre 2022 et malgré les courriers de l'inspection susvisés ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions à l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite du 24 avril 2025, que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émission de concentration journalière et de flux journalier en DCO malgré les actions mises en œuvre suite au constat de dépassement déjà fait lors de la visite du 8 septembre 2023 ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2009;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BERNARDY de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société BERNARDY, dont le siège social est situé route de Guillaucourt Chemin du Tour de Ville 80131 Harbonnières, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite 12 route de Tours sur le territoire de la commune de Thénieux, de fournir les éléments d'appréciation nécessaires des modifications des conditions d'exploiter intervenues depuis 2021, en complétant et mettant à jour son étude de danger par les éléments demandés par l'inspection par courrier du 7 mars 2023, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 2 :** La société BERNARDY est mise en demeure de fournir son dossier de réexamen IED – BREF principal WGC, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 3 :** La société BERNARDY est mise en demeure de fournir une version de son POI mis à jour et complétée par les éléments demandés par l'inspection 9 avril 2021 ainsi que par les éléments exigés au i) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 4 :** La société BERNARDY est mise en demeure de respecter la valeur limite d'émission de concentration et flux journalier des rejets aqueux en DCO, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 5 :** Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 4 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée de 5 ans.

**Article 6 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**Article 7:** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 8:** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERNARDY et dont une copie sera adressée à la maire de Thénieux ainsi qu'au sous-préfet de Vierzon.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE